



ASSOCIATES IN RESEARCH AND
EDUCATION FOR DEVELOPMENT



Projet d'Appui à l'Education de Qualité en Langues maternelles pour l'Ecole élémentaire au Sénégal

«Je veux l'apprendre dans ma langue»

INTRODUCTION DU BILINGUISME À TEMPS RÉEL DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF SÉNÉGALAIS
L'EXPÉRIENCE DE ARED AU SÉNÉGAL



Ce rapport a été élaboré par ARED – Associates in Research and Education for Development.
Villa 3074 Amitié 1 - BP : 10 737 Dakar-Liberté, Dakar, Sénégal
Tel. : (221) 33 825 71 19 - Fax : (221) 33 824 70 97 - Email : ared@ared-edu.org

La reproduction de tout ou partie de ce rapport est autorisée, sous réserve d'informer et de citer ARED.

Crédit photos : ARED
Avril 2019

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Contexte et justification	
• Une volonté politique ancienne, claire et des partenaires déterminés	5
• La place des langues nationales dans le système éducatif	6
• Les enjeux et défis pour un enseignement de qualité	7
• Le projet ARED: le fruit d'une synergie d'actions	7
La réponse ARED	
• Un enfant de chez nous	9
• L'approche méthodologique : les étapes d'une Recherche-Action	10
• Le modèle bilingue ARED (MBA)	12
• Les résultats attendus : les objectifs de la méthode ARED	12
• Les résultats obtenus : les chiffres-clés	13
• Les défis relevés dans l'expérimentation et la mise à l'échelle	15
Présentation de ARED	
• ARED, un label pour une éducation de qualité à partir des langues nationales	17
• ARED : une vaste expérience d'innovation dans la publication et la formation	17
• ARED : un personnel hautement qualifié	17
• ARED : une cible variée	17
• ARED : un réseau de partenaires aux niveaux national et sous régional	18
Présentation de la Fondation Dubai Cares	
• Historique	19
• Portée de la Fondation Dubai Cares	19
• Domaines d'intérêt de Dubai Cares	19
• Dubai Cares : un engagement communautaire	20
Remerciements	21
Questions et perspectives : recommandations pour le secteur de l'éducation	22
• Le bilinguisme : la nécessité d'une extension géographique et linguistique	22
• Le plaidoyer à l'endroit des investisseurs	23
• Les enjeux forts de réflexion de fond des chercheurs	24
• Les outils d'appréhension, l'avenir des langues et la situation des générations futures	24
• Le plaidoyer à l'endroit du citoyen et des décideurs politiques	25

AVANT-PROPOS

Capitaliser un succès innovant dans le domaine de l'éducation axée sur les langues nationales des apprenants relève plus que de la gestion du savoir. Cette capitalisation aborde la problématique fondamentale de la promotion du capital humain à travers l'apprentissage et l'innovation, notamment dans le sous-secteur de la recherche en éducation, face aux défis du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

L'ONG Associates in Research and Education for Development (ARED), dans ce document de capitalisation, fait l'économie des leçons tirées du Programme bilingue qu'il a déroulé au Sénégal de décembre 2014 à juillet 2018, avec l'appui financier notamment de la Fondation Dubai Cares.

Ce programme a permis l'expérimentation du « modèle bilingue ARED » dit « bilinguisme à temps réel ».

Ce modèle se spécifie par l'utilisation de la langue du milieu dès la première année, en lecture et en mathématiques, à la différence des autres modèles dits « bilinguisme différé ».

Cette expérimentation-réponse se justifie, d'une part, par un contexte où le système éducatif sénégalais a du mal à atteindre les seuils de qualité escomptés dans son cycle élémentaire ; Elle se justifie, d'autre part, par le contexte du Plan Sénégal Emergent (PSE) où l'Etat mise sur la valorisation du capital humain comme axe majeur pour l'atteinte de l'émergence.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

- **Une volonté politique ancienne, claire et des partenaires déterminés**

Le Sénégal est un pays multilingue où cohabitent une trentaine de langues, selon les systèmes de recensement des linguistes.

Le français est la langue officielle, il est utilisé par l'État, l'Administration, l'Enseignement, les médias et le secteur privé formel.

Cependant, dans le quotidien de la population sénégalaise et, en particulier, dans les sphères communautaires et familiales, le français est bien moins utilisé que les langues nationales.

Depuis de longues années, le Sénégal s'est engagé dans un processus de promotion des langues nationales afin de faciliter l'accès à l'éducation, en développant un enseignement dans les langues les plus répandues.

Comme le souligne le Professeur Mamadou Ndiaye du Département de Linguistique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), « *il ne faut pas que les langues nationales soient uniquement les langues de communication, elles doivent être un moyen de transmission des connaissances scientifiques et techniques, nécessaires au développement et à la transformation de la vie quotidienne* ».



A partir des années 2000, l'État du Sénégal a montré sa ferme ambition novatrice de développer et d'introduire les langues nationales dans le système éducatif. Plusieurs initiatives ont été prises dans ce sens, y compris la codification de 22 langues nationales du pays dont 13 sont déjà enseignées dans les programmes d'alphabétisation (éducation non formelle). À cela s'ajoute la création de l'Académie sénégalaise des Langues nationales (ASLAN) le 24 juillet 2007. Cette ambition a été réaffirmée par le Président Macky SALL, notamment dans le cadre du PSE qui fait du capital humain un des axes majeurs vers la réalisation de l'émergence.

Des activités de recherches-action et des tests ont prouvé que l'éducation de base en langue étrangère exclusivement peut être source de contre-performance des enfants. Forte de ces observations, ARED s'est fait porte-flambeau de l'introduction du « bilinguisme à temps réel » dans le système éducatif afin de permettre aux enfants d'apprendre la lecture, les mathématiques dans leur langue maternelle du CI jusqu'au CE1. Ainsi, l'ONG a lancé son modèle dans quatre académies et les résultats sur la performance des enfants sont tangibles. Notons que d'autres partenaires comme l'Agence des Etats-Unis d'Amérique pour le Développement international (USAID) ou la Francophonie soutiennent l'État du Sénégal dans cette ambition. L'USAID a notamment financé le programme « *Lecture Pour Tous* » lancé dans six académies, avec 3 langues, à savoir le wolof, le pulaar et le serere afin d'améliorer les aptitudes en lecture dans les premières années de scolarisation. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), pour sa part, appuie l'État du Sénégal à travers le programme École et Langues nationales (EAN), qui porte sur le wolof, le pulaar, le serere, le joola, le soninke et le mandinka.

• La place des langues nationales dans le système éducatif

L'apport des langues nationales dans la performance des apprenants et l'efficacité du système éducatif fait globalement l'unanimité parmi les chercheurs, les enseignants et les décideurs publics. Toutefois, ces langues nationales n'occupent pas encore la place qu'elles méritent, malgré les recherches et initiatives politiques depuis l'indépendance. En effet, dans le système formel d'enseignement, les langues nationales sont quasi absentes. A ce jour, elles sont plus utilisées dans le système d'enseignement parallèle non formel, dans le cadre de la politique d'alphabétisation et, dans une moindre mesure, au niveau des départements de langues des universités publiques. La vulgarisation des projets pilotes peine à se réaliser. Mais l'ONG ARED et ses partenaires y travaillent ardemment.

C'est dans ce contexte que ARED, après une recherche-action entamée en 2009, puis une expérimentation de sa méthode de « *bilinguisme à temps réel* », a prouvé qu'avec ce système, les enfants étaient plus



performants et le taux d'abandon très largement minimisé. C'est pourquoi elle propose son appui à l'État du Sénégal qui a montré sa détermination, notamment dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE), à éradiquer l'analphabétisme et à promouvoir les langues nationales.

- **Enjeux et défis pour un enseignement de qualité**

Au Sénégal, le constat est patent au regard des résultats scolaires : le niveau des écoliers est en forte baisse et le taux d'abandon élevé, notamment dans l'élémentaire. Des recherches menées par des experts du domaine ont montré que l'enseignement de base dispensé exclusivement en langue étrangère est un frein à un meilleur rendement des enfants. En effet, les enfants sont confrontés dès les premières années d'apprentissage à la barrière d'une langue nouvelle et étrangère. Sensibles à cette alerte, les autorités ont pris leurs responsabilités. A maintes occasions, l'Etat a exprimé sa ferme volonté de promouvoir les langues nationales. Ainsi, lors du Conseil des Ministres du 5 février 2016, le Président Macky SALL a soutenu que les langues nationales doivent être considérées comme « *des instruments prioritaires d'accompagnement de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent* ». C'est dans cette même logique que la 20e Semaine nationale de l'Ecole de base (SNEB) tenue du 23 au 27 mai de la même année, a porté sur la lecture avec comme thème « *La communauté et les partenaires se mobilisent aux côtés de l'école pour l'amélioration des performances scolaires en lecture* ». Le Président SALL a, à cette occasion, recommandé très fortement l'usage des langues nationales dans la conduite de l'action administrative à tous les niveaux. Pour joindre l'acte à la parole, il s'en est suivi le démarrage d'un grand programme bilingue dénommé « *Lecture Pour Tous* » basé sur les langues nationales (wolof, sereer et pulaar) et couvrant sept régions du Sénégal. Ainsi, du 31 mai au 1er juin 2016, s'est tenu un séminaire international portant sur le thème « *Lire et écrire en contexte plurilingue : améliorer les premiers apprentissages en Afrique, un défi pour la Francophonie* ». Des partenaires comme la Fondation Dubai Cares ont compris l'enjeu et se sont inscrits dans cette volonté politique exprimée par l'État du Sénégal.

- **Le projet ARED : le fruit d'une synergie d'actions**

« *L'ambition de rendre effectif l'enseignement par les langues nationales dans nos écoles exige des moyens importants mais aussi et surtout la mise en synergie et en cohérence de l'ensemble des projets et approches développés sur la question* ». Cette déclaration est du Ministre de l'Éducation nationale du Sénégal qui intervenait lors de la cérémonie de lancement du partenariat devant lier l'Association pour la Recherche, l'Éducation et le Développement (ARED) et la Fondation Dubai Cares. Cette dernière a décidé de renforcer par un partenariat le programme bilingue que ARED met en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Education nationale. En effet, le programme de mise à l'échelle élaboré le 15 août 2014 nécessitait un budget de 17 milliards de francs CFA sur une durée de six ans. Une grande partie de ce financement est consacrée à la formation des enseignants et à la production des manuels nécessaires pour l'utilisation des langues nationales.

Ce projet d'appui à l'éducation de qualité en langues maternelles pour l'école élémentaire est l'un des nombreux projets qui opérationnalise les orientations du Sénégal en matière d'éducation et de formation.

Il y a également « plusieurs expériences » menées par des ONG et au niveau du ministère depuis 2013, pour l'utilisation des langues nationales à l'école. Dans ce cadre, un atelier a été organisé en août 2014, avec l'ensemble des intervenants sur cette question, pour voir les conditions d'une mise à l'échelle de l'introduction des langues nationales.

Les Assises nationales sur l'Éducation ont, à leur tour, réaffirmé « l'option progressive et irréversible d'utiliser les langues nationales pour améliorer la qualité des enseignements apprentissages ». Le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET) s'inscrit dans ce sillage avec des initiatives diverses de progression du bilinguisme comme le programme Ecole et Langues nationales (ELAN), soutenu par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Au regard de ce contexte particulièrement favorable, l'appui de la Fondation Dubaï Cares constitue une formidable opportunité pour matérialiser la vision de faire des langues nationales une réalité dans le système éducatif formel. Cet appui au développement du bilinguisme fut le point de départ d'une vaste et belle coopération entre la Fondation Dubaï Cares et le Sénégal. Cette coopération a permis à ARED de proposer une solution à la hauteur de l'enjeu et des défis.



LA RÉPONSE DU PROGRAMME BILINGUE DE ARED

• Un enfant de chez nous

Bindaba. Village manjaque de 600 habitants, du fond de la Casamance. C'est ici qu'est né Yamdé. En 2013, il a six ans. Enfant dégourdi, heureux et épanoui. A son jeune âge, il est déjà imprégné de la culture de ses ancêtres, habitué à certains rituels et pratiques de son groupe ethnique et très à l'aise avec sa langue. Comme tous les enfants de son âge, Yamdé vient d'être inscrit pour la première fois à l'école française. Ce matin d'octobre 2013, lorsqu'il arrive dans la cour de l'école, il semble perdu, le regard évasif, les mains moites. Ce n'est pas la gaieté de tous les jours. Pourtant, il y a retrouvé quelques camarades de son quartier. Dans la cour, Yamdé entend déjà ses aînés s'exprimer en français. Mais il ne se doute de rien. Une fois en classe, il sera confronté à cette langue qu'il découvre. Le français. Le garçon ne semble pas dans son élément avec cette parfaite inconnue. Le choc atteint son comble quand le maître tente, laborieusement, d'engager la conversation avec Yamdé. L'enfant se rend compte que, désormais, il devra écouter, apprendre dans cette langue, penser dans cette langue, voire réapprendre, dans cette langue, des connaissances que lui ont déjà transmises ses parents, ses grands-parents, ses voisins et ses camarades de jeux. Tout se passe comme s'il n'avait pas existé six ans auparavant.



Cette école, ce maître s'adressent à lui comme s'il n'avait jamais appris à parler avec les bonnes manières, à nommer les techniques et tabous des activités de chasse, de pêche et de cueillette ; comme s'il n'avait pas encore commencé à corriger les fautes de vocabulaire de son jeune frère de deux ans.

Malgré tout ce qu'il sait, il semble bien qu'il va devoir, brusquement, recommencer l'entrée dans ce monde. Comme Samba, son cadet de deux ans qui découvre le langage.

Ce choc vécu par Yamdé s'explique, car l'enfant de six ans de chez nous ne saurait être conçu comme un disque vierge. D'où l'importance de valoriser le bagage cognitif acquis par l'enfant entre 0 et 6 ans. Ce bagage constitue un socle puissant et un apport valorisant pour les méthodes d'apprentissage.

Comment le système éducatif actuel peut-il valoriser les six premières années de la vie de l'enfant et son bagage linguistique et cognitif acquis entre 0 et 6 ans ? En effet, valoriser les six premières années de l'enfant, c'est armer et valoriser l'enfant de chez nous et le préparer à affronter le monde et ses défis. Valoriser l'enfant de chez nous, c'est l'outiller, le protéger, le considérer tout au long de son processus d'apprentissage.

Si la dynamique éducative est interprétée sous l'angle de processus de transmission de données et valeurs culturelles liées à un paysage naturel et social déterminé, alors toute stratégie éducative pertinente se doit d'être modelée par les contraintes propres à la dynamique sociologique, culturelle et aux impératifs imposés par les défis du développement endogène du milieu de l'apprenant. Il s'agit d'adopter une démarche scientifique plus conséquente dans l'élaboration des systèmes éducatifs notamment, démarche qui soit soucieuse de préserver le capital linguistique et cognitif de l'enfant.

Le modèle ARED « bilinguisme à temps réel » prend fortement en compte cette problématique de valorisation et de construction de ce capital de l'apprenant à travers le transfert des acquis de la langue première (L1) vers la langue seconde (L2).

• Approche méthodologique : les étapes d'une recherche-action

a – L'étape d'incubation

Le modèle bilingue ARED est l'aboutissement d'un parcours marqué par de belles performances qui font de l'ONG une incubatrice dans le champ du bilinguisme.

D'abord une démarche progressive en trois phases :

Première phase (2009-2011) : des cours réalisés pendant les après-midis libres.

Cette phase a été réalisée en deux étapes :

- une étape de « mise à l'essai » qui s'est déroulée de novembre 2009 à juin 2010 (avec 4 classes) : elle a permis d'élaborer les guides pour les enseignants et les manuels de la première année en pulaar et en wolof, de les tester dans quatre classes de 1ère année et de les finaliser ;
- une étape de « mise en expérimentation » qui s'est déroulée d'octobre 2010 à juin 2011 : elle a consisté en la mise en œuvre du modèle d'enseignement-apprentissage dans 30 classes.

Deuxième phase (2011-2013) : des cours organisés dans les horaires officiels.

En août 2011, le Ministère de l'Education nationale (MEN) a organisé un atelier pour harmoniser les interventions des acteurs dans le cadre de l'enseignement bilingue ; deux autres étapes ont été négociées avec succès :

- la mise en œuvre, en passant de 14 classes (8 classes de CI et 6 de CP) à 100 classes ; une évaluation d'impact avec un Baseline en décembre 2012 et une évaluation au mois de juin ont largement attesté de la crédibilité et de l'efficacité du Modèle bilingue ARED (MBA) ;
- l'étape de la modélisation qui a révélé une grande efficacité dans l'atteinte des résultats, mettant en évidence les effets du modèle sur le cursus scolaire et démontrant que l'enfant apprend mieux dans sa langue.

Troisième phase (2014-2018) : elle a démarré en octobre 2014, avec 101 nouvelles classes.

Le Modèle bilingue ARED (MBA), initialement limité à la lecture et aux mathématiques, a été étendu au domaine Education à la Science et à la Vie Sociale (ESVS) pour couvrir l'ensemble des domaines retenus par le Référentiel des Compétences du Curriculum de l'Education de base (CEB).

Le montage de cette phase a coïncidé avec un moment où la volonté politique de promouvoir les langues nationales semblait s'affirmer. En effet, après avoir sollicité ARED pour une proposition de schéma de mise

à l'échelle du bilinguisme dans l'Elémentaire, le Ministre de l'Education nationale a demandé aux différentes directions de couvrir l'ensemble des secteurs éducatifs, du Préscolaire au Supérieur. Par ailleurs, des cabines de traduction pour la langue officielle et les six premières langues nationales codifiées sont en implantation à l'Assemblée nationale.

b – L'étape d'élaboration de manuels et guides de l'enseignant

La démarche de recherche-action a débouché, en décembre 2011, après la réadaptation du Référentiel des Compétences, sur la confection du matériel didactique.

ARED a mobilisé à cet effet, son équipe et des experts linguistes et mathématiciens, des didacticiens et des pédagogues.

c – La formation continue des formateurs et des enseignants

ARED a assuré d'abord la formation des inspecteurs, puis des directeurs et des enseignants selon la stratégie d'une formation continue qui expérimente le modèle, assure un suivi- encadrement et débouche sur une évaluation des résultats. Les formations dispensées réunissent dans les trois bassins pédagogiques, maîtres et directeurs expérimentateurs avec un pool de formateurs constitué d'inspecteurs de chaque Inspection de l'Education et de la Formation (IEF), d'agents de ARED et de personnes ressources.

La formation se déroule selon un plan qui évite d'empiéter sur le temps de travail, sauvegardant ainsi le quantum horaire. Elle s'effectue en plusieurs sessions :

- pour les inspecteurs, aux mois de septembre et décembre ;
- pour les enseignants, juste avant l'ouverture des classes, pendant les vacances de Noël et de Pâques.

Il s'y ajoute l'organisation de journées pédagogiques thématiques dont l'objectif est d'apporter des remédiations dans la pratique de classe des enseignants.

d – Une démarche pédagogique innovante dans le bilinguisme

En numération et en lecture (pour les lettres identiques), la leçon est subdivisée en plusieurs phases. Les trois premières phases se font en langue nationale uniquement. Les acquis en langue première (L1) sont simplement transférés à la langue seconde (L2). Le français n'intervient qu'à la quatrième étape dite niveau d'ancrage. A partir de là, les exercices effectués en L2 viennent renforcer et approfondir les acquis en L1.



e – La rigueur du suivi-encadrement-évaluation

Le contrat de performance est rempli avec des objectifs clairement définis, des stratégies appropriées et des produits conformes.

A l'interne, des évaluations formatives en langues nationales et en français sont menées par ARED; elles ont révélé un bon niveau de progression des seuils de maîtrise des compétences.

Au plan externe, dans l'ensemble des évaluations harmonisées et en français, du CI au CE dans toutes les IEF concernées, les élèves bilingues l'emportent nettement sur les autres et, en particulier, en langue - communication ainsi qu'en mathématiques.

Les évaluations d'impact réalisées par un centre spécialiste des modèles alternatifs d'éducation en fin juin 2013 et commanditées par le partenaire stratégique, ont confirmé les résultats des évaluations standardisées des IEF.

• Le modèle bilingue ARED (MBA)

Depuis 2009, grâce à une subvention de The William and Flora Hewlett Foundation, ARED réalise, avec le Ministère de l'Éducation nationale du Sénégal (MEN), un programme d'introduction du bilinguisme dans l'Enseignement élémentaire. Son modèle d'enseignement utilise la langue première pour améliorer les compétences, en priorité en lecture et en mathématiques, des élèves dans les quatre premières années de l'Enseignement élémentaire au Sénégal.

Ce bilinguisme à temps réel, avec la lecture et les mathématiques en français dès la première année, s'harmonise avec la réalité du traitement du français largement utilisé dès le préscolaire. Il s'avère une contribution majeure à la promotion des plans d'action nationaux et au schéma directeur de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif.

• Résultats attendus : les objectifs de la méthode ARED

Développer de meilleures compétences en lecture et en maths dans les trois premières années de l'élémentaire : c'est le résultat ultime que visait ARED en optant pour l'extension de son programme bilingue, avec 101 classes de plus à partir de l'année scolaire 2014-2015, grâce au soutien de Dubai Cares et de Hewlett Foundation.

Pour atteindre ce résultat, le programme était assujéti à des résultats intermédiaires, à savoir :

1. *mesurer et comparer les performances des élèves des classes bilingues avec ceux des classes unilingue;*
2. *maîtriser les stratégies et démarches pédagogiques bilingues proposées par ARED ;*
3. *obtenir l'adhésion et le soutien des différents acteurs de l'éducation au modèle ARED.*

Pour le premier résultat intermédiaire, il s'agissait de mesurer systématiquement et de comparer les performances des élèves des classes bilingues à celles des élèves des classes non bilingues en français dans deux disciplines fondamentales que sont la lecture et les mathématiques. C'est ainsi que des évaluations standardisées ont été effectuées de concert avec les inspecteurs qui ont permis de collecter et de comparer les performances des élèves bilingues et des élèves non bilingues.

Pour le deuxième résultat intermédiaire, il s'agissait de faire en sorte que les éducateurs (maîtres, directeurs et inspecteurs) maîtrisent les stratégies et démarches pédagogiques bilingues proposées par ARED. Le degré de maîtrise des démarches pédagogiques bilingues est mesuré à travers deux observations des classes dans

l'année (novembre et mai). De même, des fiches sont conçues par le chargé du suivi-évaluation de ARED pour la collecte des données. Ce résultat a été rendu possible principalement grâce à l'utilisation des matériels didactiques produits. Le programme a fourni systématiquement les outils pédagogiques adéquats à tous les élèves, enseignants et personnels d'encadrement.

Le troisième résultat intermédiaire visé était de faire en sorte que les décideurs du Ministère de l'Education nationale, le personnel d'encadrement, les enseignants et la communauté suivent et soutiennent davantage le modèle bilingue de ARED.

• Résultats obtenus : les chiffres clés en 2014

Elèves impactés

- ☞ 10.500 élèves (de la 1^{ère} à la 4^{ème} année)
- ☞ 6% de taux moyen annuel de déperdition

Educateurs mobilisés

- ☞ 208 enseignants
- ☞ 98 directeurs
- ☞ 4 inspecteurs points focaux de 4 Inspections d'Académie (IA)
- ☞ 20 inspecteurs points focaux de 10 inspections de l'éducation et de la formation (IEF)

Un changement positif et la fierté d'écrire et de lire dans sa langue maternelle

La réussite du programme bilingue de ARED se mesure par le changement positif qu'il a apporté au sein des familles. L'un des effets positifs du programme au niveau des familles, est le fait que des enfants parviennent à enseigner à leurs grands-parents à lire leur propre langue. En effet, deux filles ayant bénéficié du programme ARED ont soutenu qu'elles enseignaient à lire à leurs grand-mères. On note aussi avec le bilinguisme que des parents qui n'ont pas été à l'école arrivent à aider leurs enfants dans leurs études. Un autre impact positif de ce programme est la fierté des parents de constater que leurs enfants parlent mieux maintenant leur langue maternelle qu'eux-mêmes.



Le programme a également des effets sur le comportement des cibles et de leur entourage, notamment dans le domaine de la santé communautaire. Le programme a joué un rôle dans la sensibilisation pour le changement de comportements. Des enfants bénéficiaires du programme ont aidé dans la sensibilisation afin que de bons gestes comme se laver les mains, se laver avant d'aller à l'école, entre autres, soient adoptés.

Les matériels pédagogiques produits et distribués



Chaque élève est doté au moins d'un manuel de lecture en langue nationale et en français, d'un manuel de mathématiques, d'un cahier d'exercices en langue nationale et en français. Les enseignants disposent, chacun, d'un référentiel de compétences bilingue, d'un guide pour la lecture, d'un guide pour les mathématiques et d'un document de terminologie bilingue.

Au total, 34 outils bilingues pour la 1ère et la 2ème étapes (CI, CP, CE1 et CE2) ont été produits et distribués :

- 3 manuels de lecture (pulaar-wolof-français) du CI
- 3 manuels de lecture (pulaar-wolof-français) du CP
- 2 manuels de mathématiques (pulaar-wolof) du CP
- 2 guides méthodologiques de lecture (pulaar-wolof) pour l'Etape1
- 1 guides méthodologiques de mathématiques pour l'Etape1
- 3 manuels de lecture (pulaar-wolof-français) du CE1

- 3 manuels de lecture (pulaar-wolof-français) du CE2
- 2 manuels de mathématiques (pulaar-wolof) du CE1
- 2 manuels de mathématiques (pulaar-wolof) du CE2
- 2 guides méthodologique de lecture (pulaar-wolof) pour l'Etape2
- 1 guide méthodologique de mathématiques pour l'Etape2
- 3 cahiers d'exercices (pulaar-wolof-français) Etape 1 (CI-CP)
- 3 cahiers d'exercices (pulaar-wolof-français) Etape 2 (CE1-CE2)
- 3 planches d'alphabet illustré (pulaar-wolof-français) Etape 1 (CI-CP)

Un manuel d'Education à la Science et à la Vie Sociale (ESVS) en langue nationale uniquement (pulaar ou wolof) pour l'élève et un guide l'enseignant ont été produits pour l'Etape 1 (CI-CP) et l'Etape 2 (CE1-CE2).

Des initiatives complémentaires porteuses

Des matériels pour l'enseignement des disciplines outils à la 3^{ème} étape

Dans la perspective de poursuivre l'enseignement bilingue à la 3^{ème} étape (CM1 et CM2) conformément aux recommandations des acteurs clés du système, ARED a conduit une expérimentation dans 6 classes avec une subvention complémentaire de Trust Africa. Au total 11 manuels sont produits. Il s'agit de :

- 4 livres de lecture (1 pour le CM1 et 1 pour le CM2, en wolof et en pulaar),
- 3 cahiers d'exercices d'étapes (1 en wolof, 1 pulaar et 1 français) pour l'enseignement du vocabulaire, de l'orthographe, de la grammaire et de la conjugaison,
- 4 guides d'utilisation des manuels (2 en wolof et 2 en pulaar).

Une stratégie d'engagement communautaire

De mars 2015 à mai 2016, en partenariat avec Research Triangle Institute (RTI), ARED a mené une Campagne de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) pour promouvoir le soutien familial pour apprendre à lire » dans les zones de Kaolack et Rufisque. En tout 26 communautés autour des écoles bilingues dans lesquelles intervient ARED ont été touchées par le projet. L'action a permis à ARED de mieux cerner la dimension « mobilisation des parents et des communautés » et son impact sur les apprentissages des enfants des trois premières années de l'école primaire (CI, CP et CE1), notamment le développement et l'amélioration de leurs compétences en lecture.

Des livrets pour le plaisir de la lecture

Dans le cadre de la campagne « Reading Nation » lancée en 2016 par Son Altesse Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Vice-Président, Premier Ministre et Gouverneur de Dubai, et ce avec le soutien de Dubaï Cares, ARED a produit et distribué gratuitement 446.000 livres de lecture pour le plaisir à tous les élèves des circonscriptions ayant abrité le programme bilingue de ARED dans les régions de Dakar, de Kaolack et de Saint Louis.

• Défis relevés dans l'expérimentation et la mise à l'échelle

Mobilité des enseignants/inspecteurs

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme bilingue, ARED a rencontré des difficultés dues à la mobilité des enseignants. En effet, après avoir investi des efforts considérables pour renforcer les capacités des enseignants et des encadreurs pour une bonne maîtrise du modèle de bilinguisme à temps réel, ARED ne pouvait plus compter sur un certain nombre de personnes formées puis amenées à quitter leur poste pour des raisons diverses (promotion, maladie, décès ou autre raison sociale).

Ainsi, ces enseignants ont été définitivement retirés du programme bilingue et remplacés par des personnes qui, elles, n'ont pas suivi ladite formation.

ARED a su pallier ce problème majeur grâce au système de suivi-évaluation mis en place avec l'appui de Dubai Cares. C'est ainsi que, tirant la leçon, certains inspecteurs ont décidé d'ajouter des suppléants dans les formations pour anticiper les mouvements d'enseignants.

Mobilité des élèves

La problématique de mobilité affecte également les élèves. Il s'agit des élèves qui quittent le programme bilingue et ceux qui l'intègrent en cours d'exécution pour des raisons principalement liées à la mobilité des parents fonctionnaires spécifiquement en zones urbaines, l'exode rural et la mobilité des parents éleveurs en quête de pâturages et d'eau, spécifiquement en zones rurales. La conséquence est que la scolarité de ces enfants concernés par ce phénomène est souvent perturbée.

Pour résoudre ce problème, ARED recommande aux expérimentateurs, s'ils ne peuvent agir sur le phénomène, d'informer des faits pour que le service de suivi-évaluation puisse en tenir compte.



Insuffisance de ressources formées en bilinguisme

Autre difficulté rencontrée, c'est le manque de suivi rapproché et du rapportage par les inspecteurs. Beaucoup d'enseignants ne bénéficiaient pas de l'appui pédagogique nécessaire de leur inspecteur pourtant bien formé sur le modèle bilingue. En effet, compte tenu de leur nombre réduit au niveau de leur circonscription et des obligations de suivre les enseignants en situation d'examen, les inspecteurs n'étaient pas en mesure de suivre régulièrement les pratiques des enseignants des classes bilingues.

Pour combler cette lacune, ARED a non seulement formé et encouragé les directeurs à assurer cet encadrement rapproché, mais a également organisé des missions d'observation sur le terrain avec les experts et l'équipe technique nationale pour recenser sur place les besoins en formation des enseignants et les aider à les satisfaire lors des journées pédagogiques.

A PROPOS DE ARED



ARED : un label pour une éducation de qualité à partir des langues nationales

ARED - Associates in Research and Education for Development – est une ONG créée en 1990 par Madame Sonja Fagerberg-Diallo, chercheur linguiste dans le domaine des langues nationales. ARED a pour mission de promouvoir une éducation de qualité à partir des langues africaines pour les communautés de base, par la formation, l'édition, les innovations pédagogiques et la recherche-action.



ARED : une vaste expérience d'innovation dans la publication et la formation

ARED ambitionne de donner plus de chance aux communautés à travers un renforcement de capacités dans des domaines touchant directement leur vécu quotidien et susceptibles d'aboutir à des transformations sociales. C'est d'ailleurs dans ce cadre que plus de 300 titres ont été publiés dans sept séries : l'alphabétisation de base (lecture, écriture et calcul), la planification et les aptitudes organisationnelles, la société civile, la culture et le savoir, la santé, l'information scientifique et technique, la religion. Ces publications sont faites principalement en pulaar, wolof, mandinka, sereer, soninke et joola.

ARED : un personnel hautement qualifié

L'ONG est caractérisée par un personnel hautement qualifié avec une équipe expérimentée et qui s'appuie sur un large réseau de ressources humaines (experts des domaines, pédagogues, linguistes, formateurs communautaires, etc.) pour atteindre ses objectifs. Afin de mener ses activités, ARED compte aussi sur la collaboration d'une cible variée composée d'acteurs communautaires, d'élus et leaders locaux, des membres de la société civile, d'agents des associations etc. L'ONG s'appuie aussi sur les réseaux de partenaires au niveau national et sous régional constitués de nombreuses organisations nationales et africaines ; mais aussi sur les directions au Sénégal et dans la sous-région.

ARED : une cible variée

Le personnel enseignant du système scolaire formel, les acteurs communautaires, les élus et leaders locaux, les membres de la société civile, les journalistes, les forces de sécurité, les agents des associations, ONG et projets (animateurs-formateurs, personnes ressources communautaires, cadre, etc.) ont toujours été ses cibles privilégiées.

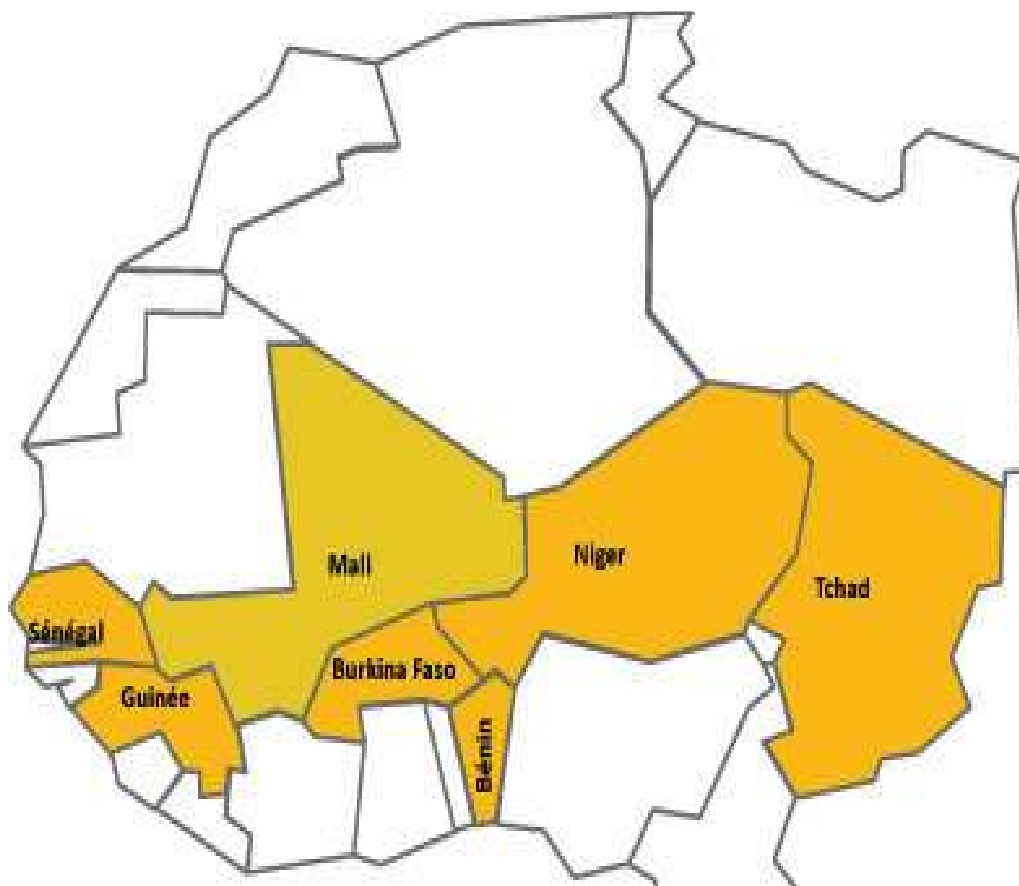
ARED : un réseau de partenaires au niveau national et sous-régional

Le réseau ARED est constitué de nombreuses organisations nationales et africaines, mais aussi de directions au Sénégal et dans la sous-région comme le Niger, le Burkina Faso, le Bénin, la Guinée, le Tchad, etc. Les équipes de ARED ont formé, soit des cadres des ministères de ces pays dans les domaines de l'éducation, du pastoralisme, de la gestion des ressources naturelles, des méthodes de recherche actives, soit les ont accompagnés dans la mise en place de manuels de formation adaptés à leur milieu et à leur contexte.

Ainsi, ARED s'investit de façon intensive, dans la conception, l'expérimentation et la démultiplication d'outils pédagogiques novateurs, en vue de renforcer le leadership communautaire grâce à son expertise et ses réalisations.

C'est pourquoi, au cours de ces 10 dernières années, elle intervient dans plusieurs pays en se situant au cœur du processus de conception et de diffusion de modules tels que le « Pastoralisme au Sahel » et le « Commerce du bétail en Afrique de l'Ouest ». A travers le Programme régional d'Appui à la Productivité de l'Élevage en Afrique de l'Ouest (PRAPE). ARED est un partenaire transversal chargé de la formation au Sénégal, au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Tchad et en Mauritanie.

ARED a été aussi sollicitée pour apporter son expertise dans le Formel, champ d'expérimentation de son modèle bilingue après avoir fait ses preuves dans le domaine du non Formel.



A PROPOS DE LA FONDATION DUBAI CARES

Historique

L'ONG Dubai Cares a été fondée le 19 septembre 2007 par Son Altesse Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président et premier ministre des Emirats Arabes Unis (EAU) et souverain de Dubaï. Son inspiration découle principalement de deux éléments:

- ▶ sa conviction que l'éducation est l'un des outils les plus efficaces pour briser le cycle de la pauvreté ;
- ▶ son désir de donner aux enfants - quel que soit leur sexe, leur nationalité, leur race ou leur religion - la possibilité de contribuer positivement à la société.

Portée de la Fondation Dubai Cares

À ce jour, Dubai Cares a soutenu des programmes d'éducation dans plus de 50 pays au monde : en Afghanistan, en Angola, en Antigua-et-Barbuda, au Bangladesh, en Bosnie-Herzégovine, au Cambodge, au Tchad, aux îles Comores, en Colombie, à Djibouti, en Égypte, en Éthiopie, en Gambie, au Ghana, en Haïti, en Inde, en Indonésie, Irak, Côte d'Ivoire, Jordanie, Kenya, Kiribati, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Népal, Niger, Pakistan, Palestine, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Sri Lanka, St. Vincent & Grenadines, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Vanuatu, Vietnam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.



Domaines d'intérêt de Dubai Cares

Les programmes de Dubai Cares visent à réduire, sinon à éliminer, les plus grands obstacles à une éducation de qualité des enfants et des jeunes des pays en voie de développement. Avec chaque intervention, Dubai Cares évalue le besoin d'assistance dans deux domaines clés :

- **l'accès à l'éducation**, qui permet à l'organisation d'améliorer la santé des enfants et l'environnement d'apprentissage, augmenter l'inscription et la réalisation de l'éducation, améliorer l'accès à l'éducation, réduire l'absentéisme, accroître la parité hommes-femmes et augmenter les taux de promotion ;
- **la qualité de l'éducation**, qui permet l'apprentissage précoce ; améliore le niveau de scolarité et la progression scolaire ainsi que les compétences en lecture et en mathématiques chez les enfants ; permet aux enseignants d'accéder à la formation, ce qui se traduit par de meilleurs résultats d'apprentissage ; réduire les taux de décrochage et augmenter le niveau de scolarité au primaire.

En plus de ses interventions à travers le monde, Dubai Cares mène fréquemment un plaidoyer au niveau des sommets mondiaux sur l'éducation, des sommets humanitaires, des Assemblées Générales des Nations unies pour :

- ▶ l'éducation pour le développement ;
- ▶ l'éducation en zones d'urgence et de crises ;
- ▶ la recherche et les évaluations ;
- ▶ les modèles de prestation de l'éducation à grand potentiel d'impact en situations d'urgence.

Dubai Cares : un engagement communautaire

Aux Émirats arabes unis, Dubai Cares participe à des collectes de fonds, à des activités de plaidoyer et à des activités d'engagement communautaire qui soutiennent sa mission globale, qui consiste à briser le cycle de la pauvreté en offrant aux enfants des pays en développement une éducation de qualité. Ses activités de financement, comme l'initiative « Adoptez une école », se poursuivent tout au long de l'année et ciblent tant les entreprises que les particuliers. En termes d'efforts de plaidoyer, Dubai Cares défend sa cause au sein de la communauté, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes, car il croit qu'il est important de commencer tôt à éduquer les gens sur l'importance de l'éducation et d'être charitable. Les efforts de plaidoyer comprennent le Dubai Cares Distinguished Philanthropic Award dans les écoles ainsi que la Marche pour l'éducation.



REMERCIEMENTS

Le présent rapport de capitalisation a été élaboré par ARED - Associates in Research and Education for Development, avec l'appui de la Fondation Dubai Cares dans le cadre d'un partenariat fructueux au bénéfice de l'éducation sénégalaise.

ARED adresse ses vifs remerciements au gouvernement du Sénégal représenté par le Ministère de l'Éducation nationale et tous ses démembrés, à la Fondation Dubai Cares, à The William and Flora Hewlett Foundation, à Trust Africa, aux partenaires, universitaires et personnes ressources, aux communautés de base et à tous les acteurs du secteur de l'éducation qui ont apporté leur contribution à la réalisation de ce projet de bilinguisme dans le système éducatif sénégalais.

Nos remerciements aux familles et aux enfants qui ont accueilli et expérimenté le programme du « Bilinguisme en temps réel ».



QUESTIONS ET PERSPECTIVES : RECOMMANDATIONS POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le bilinguisme, selon les évidences nationales et internationales, est la promesse d'un système scolaire performant et le gage de succès des apprenants. Le Sénégal s'est engagé à valoriser et promouvoir les langues nationales dès l'élémentaire. Avec l'introduction des langues maternelles dans l'éducation de base, le parcours scolaire des enfants pourrait être plus prometteur. En effet, l'expérimentation du bilinguisme à temps réel, à échelle réduite, a été concluante. Cependant, le passage à l'échelle reste une équation à résoudre, une ambition difficilement atteignable par l'État seul. D'où la nécessité d'accompagnement par différents acteurs et partenaires aussi bien nationaux qu'internationaux, les politiques, les citoyens et toutes personnes de bonne volonté.

Bilinguisme : nécessité d'une extension géographique et linguistique

L'expérimentation du programme d'enseignement bilingue de ARED a été un succès. Grâce au partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale et à l'appui financier soutenu de Dubai Cares, ARED a pu dérouler son « enseignement bilingue en temps réel » wolof-français et pulaar-français. Les résultats concrets, satisfaisants et scientifiquement mesurables, méritent d'être poursuivis sous deux aspects. Primo, l'expérience devrait être étendue à l'ensemble du système éducatif élémentaire sur le plan national, afin de faire bénéficier tous les enfants du Sénégal des bienfaits de la méthode. C'est une opportunité qui s'offre à l'école sénégalaise dans sa quête de qualité. Puisque l'efficacité du système a été certifiée par une démarche scientifique rigoureuse. Secundo, l'expérience mérite d'être poursuivie avec l'intégration d'autres langues nationales pour que le système soit inclusif et représentatif de tout ce que le Sénégal compte comme variétés linguistiques. De ce point de vue, l'État doit se donner les moyens de pouvoir intégrer le maximum de langues possibles dans ce programme à défaut de l'étendre à toutes les langues. Le Sénégal est déjà un label dans le domaine de l'éducation en Afrique. Passer à la généralisation du bilinguisme, notamment en y adoptant la méthode ARED est sans conteste une valeur ajoutée de cette marque déposée reconnue à travers le monde. Le bilinguisme peut aider à redorer le blason du système d'enseignement dans un contexte où l'on note la baisse du niveau des apprenants. Déjà cette expérimentation du bilinguisme scolaire est favorablement accueillie par les communautés bénéficiaires.



Plaidoyer à l'endroit des investisseurs

Il est indispensable que les partenaires techniques et financiers appuient plus fortement le Sénégal dans la mise en œuvre de sa politique éducative et linguistique définie par le gouvernement de manière assez claire en 1991-1992 par la loi d'orientation de l'éducation nationale 91-22 du 16/02/1991 Titre 2 Article 6. Celle-ci stipule que « l'éducation nationale est sénégalaise et africaine développant l'enseignement des langues nationales, instruments privilégiés pour donner aux enseignés un contact vivant avec leur culture et les enraciner dans leur histoire. Elle forme un Sénégalais conscient de son appartenance et de son identité... ». Ces dernières années, l'accompagnement de Hewlett Foundation, Dubai Cares, Trust Africa et d'autres partenaires techniques et financiers a permis d'amorcer, par les résultats obtenus, les paramètres de réussite d'un tel engagement politique. Leur apport a été déterminant et significatif. Toute ONG, fondation ou autre entité travaillant dans le secteur de l'éducation devrait soutenir la mise en œuvre du bilinguisme à grande échelle au Sénégal. ARED y joue déjà sa partition. En effet, l'expertise de ARED en didactique du plurilinguisme scolaire et sa capacité à accompagner tout programme de formation et de production d'outils didactiques en langues nationales est un atout appréciable pour poursuivre avec efficacité et efficience un programme d'enseignement bilingue d'envergure nationale, voire internationale. « Assurer l'éducation primaire universelle » comme le dit le deuxième Objectif du Millénaire pour le Développement, c'est bien, mais pouvoir l'assurer dans la langue maternelle de l'apprenant est encore meilleur.



Les enjeux forts de réflexion des chercheurs

L'éducation ne devrait en aucun cas être une source de perte d'identité ou de déculturation. Elle devrait, bien au contraire, être un mécanisme d'ancrage de l'apprenant dans sa propre culture, une source d'enrichissement culturel. D'ailleurs, nombre de chercheurs évoluant dans la sphère de la didactique du plurilinguisme scolaire en direction des pays africains francophones, s'accordent dans leurs écrits et plaidoyers sur trois éléments. D'abord que l'éducation de base doit faire en sorte que l'individu acquière et maintienne vivante sa langue et sa culture et qu'il reconnaisse en elle des éléments clés de son appartenance à une société productive et démocratique.



Ensuite, que la langue maternelle constitue un instrument de communication personnel et cela suppose une utilisation efficace de cet outil dans toutes les situations de la vie collective et éducative. Enfin, que l'utilité d'éduquer et d'enseigner dans la langue première de l'enfant est de nos jours un consensus partagé par la communauté internationale. L'enjeu fondamental de cette perspective est de dépasser les discours d'intentions généreuses pour aborder de front le délicat problème de l'outillage didactique des langues partenaires au français dans une visée bilingue, avec un processus de transfert cognitif bien maîtrisé. Or les systèmes éducatifs légués par le système colonial ne favorisent pas une telle perspective. Si aujourd'hui il y a une prise de conscience collective pour rectifier le tir, il faut une mobilisation importante.

Les outils d'appréhension : l'avenir des langues et la situation des générations futures

La langue fait partie intégrante de l'âme, de l'identité d'un peuple. Et c'est aussi ce que les peuples d'Afrique apportent dans la mondialisation. L'Afrique est un continent riche de ses langues. L'Afrique est connue comme continent plurilingue et le Sénégal compte actuellement plus de 22 langues codifiées qui attendent leur usage scolaire après avoir transité par l'alphabétisation de populations adultes. Cette pluralité, loin d'être un frein à l'aménagement linguistique, doit être considérée comme une richesse à exploiter selon les opportunités comme certains pays africains l'ont réussi (Ethiopie, Rwanda...). Au Sénégal, les générations futures auront forcément besoin de s'épanouir dans le monde avec des langues nationales bien représentées dans les cursus scolaires et académiques et une langue étrangère (français, anglais, arabe).

Pour réussir à former cette nouvelle génération de Sénégalais, une politique linguistique visionnaire et ambitieuse est plus que jamais nécessaire. Depuis des années, le gouvernement américain investit des millions de dollars dans l'enseignement de dizaines de langues africaines. Il apparaît comme absurde que les Africains eux-mêmes trainent à s'appropriier leurs langues. D'où ce plaidoyer.

Plaidoyer à l'endroit du citoyen et des décideurs politiques

C'est le lieu de rapporter, de façon succincte, ce vibrant plaidoyer réitéré de l'ancien député Samba Diouldé Thiam, dans une contribution faite à l'occasion de la dernière Journée de la Francophonie et portant sur la question : « *Diversité linguistique et système scolaire : le temps d'agir est venu* ».

C'est un plaidoyer et une posture que partagent d'éminents scientifiques de notoriété mondiale, fierté sénégalaise et africaine, que sont le défunt Professeur Cheikh Anta Diop et le Professeur Souleymane Bachir Diagne. Ce dernier développe « *que les écoles africaines doivent devenir un espace multilingue avec une vraie politique linguistique qui consisterait à renforcer la maîtrise du français et à introduire les langues africaines dans l'enseignement pour en faire des langues de savoir et de création.* »

À ce propos, le député Samba Diouldé Thiam porte le plaidoyer foncièrement à quatre niveaux :

Premièrement, à chaque citoyen, à chaque professeur et chercheur de notre pays, il lance une invite à écrire des livres sur les matières de leur spécialité dans la ou les langues nationales maîtrisées. Par-delà ceux visés plus haut, l'invite s'adresse à tous les intellectuels du pays, qu'ils enseignent, soignent, servent l'État à quelque niveau que ce soit, qu'ils interviennent dans le secteur privé moderne ou dans l'informel ou qu'ils servent les différents cultes dans notre pays. A chacun de transcrire ses savoirs, son expérience professionnelle ou de vie dans une, voire deux langues ou plus du pays. Tout le monde comprend qu'il s'agit là d'un besoin social, intellectuel, culturel et économique dont l'urgence devrait s'imposer. Cette entreprise citoyenne non partisane et d'envergure, entreprise de création des savoirs en tous genres détient une haute portée pour l'Emergence du Sénégal ».

Deuxièmement, à ceux qui définissent les politiques éducatives, il lance l'invite à apporter des réponses à la question éminemment citoyenne et politique du rapport entre l'expertise et le sens, dans le choix des orientations de la formation des ressources humaines. C'est une question clé pour donner du sens à l'action publique et au devenir de la nation.



Cela postule que la question d'éthique et d'humanisme dans la formation des ressources humaines va au-delà d'une simple affaire d'expertise. L'interrogation « qu'est ce qui fait du sens ? » est d'une grande dimension et urgence pour le monde connecté en devenir. Peut-on chercher à donner du sens si l'on perd le lien avec le passé, si l'on se sépare de sa culture et de sa langue ? Est-il raisonnable de postuler l'uniformité et la fin des diversités ?

Troisièmement, il interpelle les intellectuels et les communautés sur l'acceptation et la protection du plurilinguisme dans notre système éducatif et la problématique du choix des langues. Pour M. Thiam, dans notre pays, « *il y a des langues qui ne sont parlées qu'ici et pas ailleurs* ». Leur présence dans le monde est liée à leur seule existence au Sénégal ou dans la sous-région. « *Pouvons-nous et devons-nous accepter que ces langues soient effacées de la carte du monde pour autant ? Jamais ! Car ce serait un ethnocide cruel et infamant. Ce serait lézarder le Sénégal et par la faute des Sénégalais* ».

« *Alors, si nous refusons qu'une quelconque partie de nous soit exclue du monde, pourrions-nous alors accepter que cette partie ou ces parties soient interdites d'existence sur nos propres terres ? Assurément, non. Dès lors, il faut exister ensemble et organiser cette coexistence dans l'intérêt de tous* ».

« *Enfin, la question du temps de l'action est posée. Oui, le temps de l'action est venu pour faire entrer les langues nationales sénégalaises dans le système scolaire. La réélection du président Macky Sall est une opportunité historique, pour lui et pour le pays* ».

« *Pour lui d'abord. Il a été réélu, pour un second mandat et il quittera le pouvoir politique en 2024, pour redevenir un citoyen, un peu différent des autres sans doute, mais un citoyen quand même, c'est-à-dire avec peu ou pas de pouvoir d'influer sur le sort de la totalité de ses compatriotes. Donc c'est dans ce temps-ci qu'il importe qu'il marque le destin de son pays pour des décennies, voire plus, sur le plan des valeurs et sur le plan humain, en décidant de la mise à l'échelle de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif sénégalais. Il a, là, l'opportunité historique de donner corps aux revendications de très nombreux Sénégalais, des plus illustres aux plus modestes, de faire entrer dans l'école sénégalaise les langues sénégalaises comme langues à part entière* ».

« *Pour le pays ensuite. La réélection du président Macky Sall est une opportunité historique, pour l'envol de sa culture et de ses langues nationales par leur entrée harmonisée, triomphale et majestueuse dans le cursus scolaire de nos enfants et petits-enfants. Un tel acte restera à jamais dans l'histoire et la mémoire du Sénégal. Celui qui en décidera restera également à jamais dans l'histoire et la mémoire des Sénégalais. La question est très sensible, passionnelle, potentiellement conflictogène si elle est mal engagée et mal réglée. Elle exige, à elle toute seule, une grande concertation nationale, comme ce fut le cas de l'introduction des daaras dans notre système éducatif* ».



Une telle démarche n'est pas aventureuse, car de l'indépendance à maintenant, la République a beaucoup fait dans ce domaine. La Constitution du 7 mars 1963 dispose en son Article premier, alinéa 2 : « *La langue officielle de la République du Sénégal est le français. Les langues nationales sont le diola, le malinké, le pulaar, le sereer, le soninké et le wolof* ». Dans les révisions ultérieures, l'alinéa sera complété par « *et toute autre langue nationale qui sera codifiée* ». Depuis, 22 des 25 langues répertoriées ont été codifiées ; 13 d'entre elles sont enseignées dans des programmes d'alphabétisation.

Des ONG nombreuses dont ARED et le Programme Ecole et Langues nationales (ELAN), ainsi que le Programme de Lecture Pour Tous (LPT) de l'USAID, interviennent sur le sujet, dans le pays. Des académies nombreuses relevant du Ministère de l'Education nationale sont très impliquées dans ce travail d'expérimentation de grande portée. Des universitaires de talent ont réfléchi et produit des savoirs nombreux et de qualité. L'introduction des langues nationales dans les systèmes éducatifs africains est en discussion depuis des années sur le continent. L'UNESCO a fait énormément pour la protection, la conservation et la redynamisation des langues abusivement dites minoritaires.

La caractéristique fondamentale de tous les Etats africains est l'hétérogénéité de leurs composantes humaines. L'Afrique, en chacun de ces Etats, n'a d'autre choix que de gérer ces hétérogénéités ethnolinguistiques et religieuses au mieux de son développement socioéconomique. Il est temps que les générations dirigeantes étudient et apportent des réponses pertinentes à cette problématique historique, au lieu de la transférer aux générations futures.

En réalité, le modèle existe et le Professeur Souleymane Bachir Diagne et bien d'autres, avant et après lui, l'ont indiqué « *il s'agit du multilinguisme, encore du multilinguisme et toujours du multilinguisme dans nos systèmes éducatifs* ».

Il appartient à l'autorité politique suprême de s'approprier et de transformer cette vision, nationalement partagée, en politique publique. Il est le seul dans notre pays à pouvoir le décider. Si le président Macky Sall n'en prend pas la décision, celle-ci n'interviendra pas avant avril 2029 au plus tôt, car son successeur sera en attente d'un second mandat et ainsi de suite. Quel dommage.

Cette question, qui n'est absolument pas politicienne et conjoncturelle, mais au contraire stratégique et vitale, devrait figurer en bonne place dans la concertation nationale, à laquelle le président convie nos compatriotes et dans la phase deux du Plan Sénégal Emergent (PSE), pour rattraper son absence dans l'élaboration de ce document fondamental pour l'avenir du Sénégal.

Tout est important dans un pays en construction, mais il y a des chantiers transcendants et porteurs d'un pouvoir de mobilisation durable et de transformation qualitative d'un pays, principalement de ses ressources humaines. Le passage à l'échelle de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif est l'un de ces chantiers, avec un effet multiplicateur très puissant.

Les langues nationales mises à l'échelle dans le système éducatif, c'est la renaissance du pays par la naissance d'une nouvelle citoyenneté fière, responsable, éclairée et volontariste. Du tréfonds de ce pays se lèveraient alors des armées de jeunes, de femmes et d'hommes enthousiastes et déterminés à prendre en main leur destin pour une vie commune, « *pour un autre Sénégal, prospère, généreux, plus accueillant et plus confiant, enraciné dans ses profondeurs, ouvert au monde* », selon la belle expression du Président Senghor.



Ce projet a été mis en oeuvre grâce au partenariat entre ARED – Associates in Research and Education for Development, le Ministère de l'Education nationale du Sénégal et la fondation Dubai Cares



Ministère de l'Education Nationale du Sénégal



Conception réalisation
NEXUS Groupe